



# LA JUSTICE FISCALE QU'EST-CE QUE C'EST ?

TOUT LE MONDE DEVRAIT PAYER DES IMPÔTS SELON SES MOYENS, Y COMPRIS LES ULTRARICHES ET LES MULTINATIONALES !

Aujourd'hui le système est injuste car les impôts sont mal répartis : ils pèsent plus sur le budget des ménages aux revenus faibles ou des classes moyennes que sur celui **des plus riches qui ne payent non seulement pas leur juste part d'impôt, mais qui payent moins d'impôts que la majorité de la population !** En effet, depuis 2017, Emmanuel Macron a mis en place une série de mesures visant à alléger les impôts des grandes fortunes, sans aucun effet avéré sur l'emploi et le pouvoir d'achat.

MOINS D'IMPÔT = MOINS DE SERVICES PUBLICS !

L'impôt est simplement une manière de financer collectivement les services publics qu'on n'aurait pas les moyens de se payer individuellement : la santé, l'école, la justice, etc. **En baissant les impôts des plus riches, le gouvernement crée donc une double injustice** : il fait peser l'imposition sur les foyers les moins riches tout en dégradant les services publics dont la population a besoin.

DES FAUSSES SOLUTIONS QUI AGGRAVENT LES INÉGALITÉS

Ce gouvernement qui ne veut pas entendre parler de prélèvement sur les grandes fortunes est moins timide lorsqu'il s'agit de taxer les plus modestes. En effet, contrairement à l'impôt sur le revenu, toutes les mesures envisagées ne sont pas différenciées selon le niveau de revenu. C'est le cas de l'injuste «TVA sociale» qui fait contribuer tout le monde de la même manière. Autrement dit, **lorsque vous achetez un paquet de pâtes, vous payez exactement le même montant de taxe que Bernard Arnault** alors que cela impacte beaucoup plus votre budget !

SOIXANTE MILLIARDS MAINTENANT !

L'austérité n'est pas une fatalité ! Il existe des solutions faciles qui, avec de la volonté politique, permettraient de rétablir plus de justice fiscale. Pour cela, notre association - dont les campagnes relevant de l'impôt sont reconnues d'intérêt général - propose 6 mesures pragmatiques pour renflouer les caisses de l'Etat et financer les services publics. **Par exemple, rétablir un impôt sur la fortune qui prenne en compte la valeur des jets privés et des yachts rapporterait 10 milliards d'euros par an.** C'est-à-dire la moitié des coupes budgétaires que le gouvernement veut imposer de manière injuste cette année en sabrant les budgets sociaux et écologiques, et ce au détriment de la majorité de la population.

Pour le droit à vivre dignement, sur une planète habitable, une mobilisation citoyenne d'ampleur est nécessaire. Pour réclamer une véritable politique de justice fiscale, signez la pétition d'Attac : 6 mesures pour 60 milliards !



[L.ATTAC.ORG/PETITION](https://L.ATTAC.ORG/PETITION)